



HASSAN OUAZZANI POUR JA

Saloua Karkri Belkeziz

« Former les profils et les retenir »

Propulsée à la tête des opérations africaines de GFI, cette spécialiste du domaine digital milite pour un renforcement des compétences.

EL MEHDI BERRADA, à Casablanca

Au Maroc, Saloua Karkri Belkeziz se distingue par la diversité de son parcours : entrepreneuse, patronne de la filiale du français GFI Informatique, présidente de la fédération des technologies de l'information (Apebi)... Le 1^{er} janvier 2019, GFI l'a propulsée présidente de ses activités africaines.

Via ses filiales au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Tunisie, le groupe de 18000 salariés basé à Saint-Ouen (près de Paris) réalise 25 millions d'euros de chiffre d'affaires sur le continent. Et ce spécialiste d'intégration progiciel, d'ingénierie applicative ou de conseil en système d'information y nourrit d'autres ambitions. Un poste sur mesure pour la Marocaine.

« Le réseau, la notoriété et le savoir-faire que j'ai pu accumuler ont été jugés déterminants », note-t-elle.

Employant plus de 700 salariés au Maroc, en Tunisie, en Côte d'Ivoire et en Angola, GFI Afrique, détenu par le qatari Mannai, cumule plus de 250 clients dans 18 pays, dont Patisen et Sicas au Sénégal, Ifri en Algérie ou Studi en Tunisie. Sans compter de grands comptes publics comme le régulateur ivoirien des télécoms.

Et demain ? « Je dois définir la stratégie *corporate* de GFI Afrique », explique-t-elle. Saloua Karkri Belkeziz devra aussi assurer un lobbying auprès des décideurs publics et privés pour être au plus près des *big deals*.

Au-delà, elle analyse les défis à venir pour le continent : « L'heure de la transformation digitale est venue.

La concurrence des compagnies numériques bouleverse les modèles d'affaires. »

Pour elle, l'enjeu est organisationnel : les entrepreneurs doivent sans cesse adapter leur *business model* pour y incorporer la composante digitale. Et elle sait de quoi elle parle. Elle a monté la société d'informatique Professionnel Systems en 1987, et l'a cédée en 2003 à GFI en gardant les rênes. Depuis, elle a conduit une ribambelle d'acquisitions, dont celle de Capital Consulting en mars 2019.

Mais cette mère de famille s'est aussi beaucoup engagée au sein de l'Apebi, très impliquée dans l'élaboration de la stratégie Maroc Digital 2020 avec le ministre de l'Industrie et de l'Économie numérique, Hafid Elalamy.

Pousser l'offre marocaine

« Notre rôle a consisté à apporter des visions opérationnelles sur les infrastructures, les aspects juridiques et fiscaux, les ressources humaines et le cadre législatif », détaille-t-elle. L'Apebi a aussi contribué à la création de l'Agence de développement du digital (ADD), en 2018. « La fédération participe à la promotion de l'offre marocaine en Afrique, poursuit-elle. Nous avons organisé à Casablanca deux éditions d'Africa IT Expo, grand-messe des entreprises africaines. »

Bien que devenu une base arrière de l'Europe pour l'*offshoring*, le Maroc souffre encore selon elle d'un déficit de compétences digitales. « Notre ambition est trop grande au regard de nos ressources, notamment humaines », regrette-t-elle. Pour y remédier, elle a lancé à l'Apebi, en partenariat avec l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences, une formation de développeur par alternance en neuf mois débouchant sur un certificat de formation professionnelle. Sa cible : les bac + 3 scientifiques. « Il faut créer ces profils et aussi les retenir. Nous souffrons d'une fuite de matière grise vers l'Europe. Trois entreprises étrangères viennent tous les quinze jours recruter une dizaine d'ingénieurs marocains », s'offusque-t-elle en conclusion. **DA**